



# Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

**8602<sup>e</sup>** séance

Jeudi 22 août 2019, à 15 heures

New York

*Provisoire*

*Présidente :* M<sup>me</sup> Wronecka . . . . . (Pologne)

*Membres :*

Afrique du Sud . . . . .	M. Matjila
Allemagne . . . . .	M. Schulz
Belgique . . . . .	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine . . . . .	M. Zhang Jun
Côte d'Ivoire . . . . .	M. Adom
États-Unis d'Amérique . . . . .	M. Cohen
Fédération de Russie . . . . .	M. Polyanskiy
France . . . . .	M <sup>me</sup> Gueguen
Guinée équatoriale . . . . .	M <sup>me</sup> Mele Colifa
Indonésie . . . . .	M. Syihab
Koweït . . . . .	M. Alotaibi
Pérou . . . . .	M. Meza-Cuadra
République dominicaine . . . . .	M. Trullols Yabra
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M. Hickey

## Ordre du jour

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **Menaces contre la paix et la sécurité internationales**

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M<sup>me</sup> Izumi Nakamitsu, Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M<sup>me</sup> Nakamitsu.

**M<sup>me</sup> Nakamitsu** (*parle en anglais*) : Il m'a été demandé de faire aujourd'hui un exposé devant le Conseil de sécurité sur la question des missiles. Les missiles constituent une préoccupation majeure pour la paix, la sécurité et la stabilité internationales depuis que les premières fusées V2 ont frappé sans discrimination des villes d'Angleterre pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce sont, en effet, des mouvements de missiles à capacité nucléaire dans les Caraïbes qui ont déclenché la crise la plus grave de la guerre froide, il y a presque 57 ans.

Depuis lors, l'acquisition, la prolifération, le déploiement et l'utilisation de missiles ont continué de jouer un rôle déstabilisateur – qui est allé en s'accroissant – dans les relations internationales, avec des conséquences préoccupantes pour la gestion des crises, notamment entre les États dotés d'armes nucléaires et ont, dans certains cas, causé de graves dommages parmi la population civile. Aujourd'hui, les missiles constituent un élément dangereux et déstabilisant qui s'ajoute aux différents foyers de tension régionaux, de l'Asie du Nord-Est à l'Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Europe. Ils contribuent directement à relancer une nouvelle course aux armements stratégiques et contrarient la réalisation d'objectifs de désarmement plus larges.

Depuis des décennies, le rôle des missiles balistiques en tant que vecteurs d'armes de destruction massive est une préoccupation majeure dans le processus de désarmement nucléaire. Ainsi, le préambule du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires stipule que son objectif est de

« de faciliter... l'élimination des armes nucléaires et leurs vecteurs des arsenaux nationaux ».

Voilà pourquoi, depuis plus de 40 ans, ils sont au centre des limitations et des réductions des armements stratégiques convenues au niveau bilatéral.

Or, aujourd'hui, plus de 20 pays possèdent des missiles balistiques dont les capacités dépassent le seuil de « capacité nucléaire », tel que défini dans les directives du Régime de contrôle de la technologie des missiles. Les États dotés de l'arme nucléaire s'emploient activement à mettre au point de nouveaux missiles et de nouvelles capacités de défense antimissile, avec des incidences incertaines et potentiellement néfastes sur la paix et la sécurité internationales.

Nous avons également assisté à une utilisation accrue des missiles balistiques dans les conflits armés au cours des dernières décennies, en particulier lors de la guerre Iran-Iraq dans les années 80, où ils ont été utilisés de façon aveugle contre des villes. Après avoir découvert l'étendue du programme iraquien d'armes de destruction massive dans les années 90, le Conseil de sécurité a interdit à ce pays de fabriquer, d'acquérir ou de stocker des missiles balistiques d'une portée supérieure à 150 kilomètres. Par ailleurs, la résolution 1540 (2004) a exigé de tous les États qu'ils empêchent la prolifération, au profit d'acteurs non étatiques, non seulement des armes de destruction massive mais aussi de leurs vecteurs.

En outre, les missiles à armement classique figurent aujourd'hui dans les arsenaux de nombreux États et de certains acteurs non étatiques et ont été utilisés comme armes de bombardement de zone, souvent dirigées contre des villes. Les progrès technologiques permettent d'augmenter la précision des missiles classiques à plus longue portée, ce qui facilite leur mise au point, leur transfert et leur utilisation. La mise au point de systèmes d'armes utilisant la technologie des missiles capables de manœuvrer à une vitesse hypersonique risque de compromettre davantage la sécurité et de déclencher une course aux armements aux conséquences déstabilisatrices.

Les tirs de missiles balistiques contre l'Arabie saoudite par les houthistes au Yémen ont été particulièrement inquiétants. Et les craintes concernant les missiles balistiques n'ont toujours pas été dissipées au regard de la résolution 2231 (2015), qui a entériné le Plan d'action global commun,

Des missiles basés à terre et des missiles air-sol ont été utilisés pour détruire des satellites en orbite terrestre, à trois reprises au cours de la dernière décennie, la dernière en date au début de cette année.

L'extinction récente du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire a éliminé un des rares obstacles à la mise au point et au déploiement d'une catégorie de missiles aux incidences dangereuses et déstabilisatrices. Comme le Secrétaire général l'a souligné à juste titre, ce traité a joué un rôle important dans la réduction des risques, l'instauration de la confiance et la fin de la guerre froide.

La fin du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire ne doit pas conduire à une nouvelle course sans fin à la mise au point, à l'acquisition et à la prolifération de missiles. Je me fais l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général à tous les États pour qu'ils évitent toute évolution et tout déploiement aux incidences déstabilisatrices et pour qu'ils recherchent d'urgence un accord sur une nouvelle voie commune pour assurer la maîtrise des armements au niveau international.

Il importe de souligner que, malgré l'évolution alarmante que je viens de décrire, il n'existe toujours pas de norme, de traité ou d'accord universel réglementant les missiles. Aujourd'hui, seuls la Fédération de Russie et les États-Unis sont soumis à des restrictions juridiquement contraignantes s'agissant du nombre de missiles qu'ils peuvent détenir.

Des mesures telles que le Régime de contrôle de la technologie des missiles et le Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques sont, certes, d'une utilité incontestable, mais ne sont pas suffisantes pour répondre à tous les aspects de la menace que les missiles et leur prolifération représentent pour la paix et la sécurité internationales.

Les trois groupes d'experts des Nations Unies sur les missiles qui se sont réunis dans les années 2000 ont présenté des synthèses pertinentes des différentes questions de sécurité liées aux missiles, tout en cherchant à traiter la question de manière globale. Toutefois, la Première Commission n'a pas adopté de résolution sur la question depuis 2008.

De plus en plus de pays, y compris ceux ne relevant pas des arrangements multilatéraux existants, continuent d'acquérir et de se doter de capacités en matière de missiles balistiques. Le Conseil de sécurité a notamment été saisi des activités menées en République populaire démocratique de Corée, qui s'emploie activement à renforcer ses capacités en missiles, en contravention des résolutions du Conseil.

Comme le Secrétaire général l'a clairement indiqué dans son programme de désarmement publié

l'année dernière, les mesures de maîtrise des armements et de désarmement, notamment en ce qui concerne les missiles, ont joué un rôle capital dans la prévention des conflits, l'atténuation des risques, la désescalade et la réduction des tensions au plus fort de la guerre froide.

La prévention de la prolifération et de l'émergence d'armes déstabilisatrices demeure une tâche essentielle, inachevée, pour la communauté internationale alors que nous nous efforçons de préserver la paix, la sécurité et la stabilité internationales. Il est urgent que, dans l'avenir, nous adoptions de nouvelles démarches au niveau international, y compris des démarches multilatérales juridiquement contraignantes, que nous parvenions à un consensus et un accord afin de traiter les différents aspects problématiques liés aux missiles. Une attention accrue de la part du Conseil à ces défis permettrait de donner un nouvel élan à ces efforts.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Nakamitsu de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Polyanskiy** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M<sup>me</sup> Nakamitsu, Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, de son exposé très instructif et utile.

Le 2 août, un événement important et fort regrettable s'est produit : les États-Unis se sont retirés du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, qui a, dans une large mesure, joué un rôle clef dans la construction du dispositif de sécurité régionale et mondiale. Les pourparlers sur le Traité se déroulèrent pendant la guerre froide, une période marquée par des relations internationales tendues. Néanmoins, à l'époque, les dirigeants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et des États-Unis parvinrent à un accord. Le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire a été crucial pour la détente internationale. Parallèlement à d'autres mesures prises à l'époque, il a largement contribué à créer un climat de confiance qui a conduit à des changements au niveau mondial que la communauté internationale juge désormais essentiels. Pour la première fois depuis des décennies, l'humanité pouvait, hors du climat d'affrontement, aborder des questions pressantes de développement dont le règlement améliorerait la vie de chacun.

Pendant un certain temps, le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire a été

consciencieusement mis en œuvre par la Russie et les États-Unis. Mais, avec le temps, il est devenu de plus en plus évident que le Traité, comme d'autres accords de désarmement et de maîtrise des armements, ne convenait plus à nos partenaires américains, convaincus de leur « exceptionnalisme » et de plus en plus résolus à imposer aux autres des mesures unilatérales inévitables dans les relations internationales. La première victime des ambitions de Washington, en 2003, a été le Traité entre les États-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur la limitation des systèmes de défense antimissile balistique (Traité ABM), pour lequel la Russie s'était activement battue depuis la fin des années 90. Immédiatement après, les Américains ont annoncé leur intention de déployer des lanceurs ABM en Europe de l'Est, pour prétendument contrer la menace iranienne. En réponse à nos préoccupations, on nous a dit que ces systèmes ne pourraient jamais être utilisés contre la Russie. Toutefois, lorsque le premier lanceur a été déployé en Roumanie, il est apparu clairement qu'il pouvait facilement être converti en missiles Tomahawk, ce qui n'est pas permis en vertu du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. Nous avons immédiatement appelé l'attention sur ce point. Il s'avère désormais que nous avons raison. Le 18 août, deux semaines seulement après s'être retiré du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, Washington a procédé au lancement à des fins d'essai d'un missile à moyenne portée utilisant un système de lancement MK-41.

Depuis le mois d'août, il n'y a aucune restriction en ce qui concerne la mise au point et le déploiement de tels systèmes. Ainsi, à la suite de la dénonciation du Traité ABM, un autre pilier du dispositif de maîtrise des armements a été détruit – un dispositif qui a permis la rédaction et la signature du nouveau Traité de réduction des armements stratégiques, qui viendra à échéance en février 2021 et qui est également en danger. Des personnalités importantes de l'actuel Gouvernement américain ont à plusieurs reprises, tant publiquement que de façon privée, indiqué clairement qu'elles n'avaient aucun intérêt à maintenir le nouveau Traité de réduction des armements stratégiques sous sa forme actuelle.

Parallèlement, dès le premier jour suivant leur retrait du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, des responsables américains ont commencé à proférer des menaces et à faire des déclarations qui ne laissent aucun doute sur le fait que Washington a l'intention d'agir dans ce sens et qu'il viole depuis longtemps le Traité, de façon constante et

délibérée. Sinon, comment le Ministre de la défense, Mark Esper, aurait-il pu évoquer, début août, la possibilité de déployer des missiles à portée intermédiaire et à courte portée en quelques mois? Il serait impossible de produire de telles armes en si peu de temps.

Nous n'avons pas demandé la convocation de la présente séance pour accuser nos collègues américains d'hypocrisie. Aujourd'hui, il est évident pour tout expert en désarmement impartial que les preuves que nous avons présentées sont irréfutables. Même si Washington insiste aujourd'hui sur le vieux mantra selon lequel ce sont les agissements de la Russie qui ont sapé le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, les mesures les plus récentes qu'il a prises démontrent tout à fait le contraire. Mais ce n'est plus le problème. À vrai dire, ce n'est pas à nos partenaires américains que nous nous adressons aujourd'hui en premier lieu, car leurs points de vue sont clairs, mais à nos collègues européens dont la position intransigeante nous surprend, une intransigeance qui serait beaucoup plus utile si elle était appliquée de manière différente.

Le Conseil se souviendra peut-être que, pas plus tard qu'en décembre dernier, la Russie a proposé un projet de résolution de l'Assemblée générale appuyant le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. Il ne contenait aucune critique à l'égard des États-Unis, mais se contentait d'appeler à poursuivre les efforts diplomatiques afin de régler les problèmes liés à la sécurité et aux intérêts nationaux de tous les États Membres de l'ONU, sans exception. Nous avons clairement indiqué à l'époque que la fin du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire non seulement saperait l'application de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, mais déclencherait également une nouvelle course aux armements nucléaires. Nombre de nos partenaires nous ont écoutés attentivement, mais pas les alliés européens de Washington. J'ai ici une question à leur poser : sont-ils heureux aujourd'hui d'avoir choisi d'appuyer sur le bouton rouge en décembre? Ne comprennent-ils pas qu'en jouant le jeu des Américains, ils ressuscitent cette époque révolue où les villes européennes étaient à la portée de missiles venant de tous côtés?

Nous ne serons pas les premiers à franchir le pas. Toutefois, étant donné que nos collègues américains ont manifestement envie de faire étalage de leurs forces, il se peut que nous ne soyons pas loin de la situation que je viens de décrire. Sont-ils conscients qu'en raison des ambitions géopolitiques des États-Unis d'Amérique,

nous sommes tous à deux doigts d'une course aux armements incontrôlée et non réglementée? Pour notre part, à la différence de nos collègues américains, nous sommes profondément préoccupés par cette situation. En tout état de cause, si l'on en croit le Président Trump, l'Amérique est prête à une course aux armements, car elle serait capable de dépasser tous ses adversaires potentiels aussi bien financièrement que sur le plan technologique.

Cette logique, inspirée des meilleurs westerns américains, s'appuie sur des chiffres : selon les données publiques dont nous disposons, le budget militaire des États-Unis s'élève à environ 700 milliards de dollars, alors que celui de l'OTAN est de 1400 milliards de dollars. Ce ne sont que des chiffres approximatifs. Pour référence, le budget militaire de la Russie, qui constituerait une menace pour nous tous, s'élève à environ 60 milliards de dollars, soit plus de 20 fois moins que celui de l'OTAN.

De toute évidence, du fait des mesures risquées prises par les États-Unis d'Amérique, tous ces chiffres pourraient encore augmenter; le Président des États-Unis l'a d'ailleurs déjà annoncé. Il convient de noter ici que les dépenses consacrées à la mise au point d'armes interdites par le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire avaient été incluses dans le budget militaire des États-Unis bien avant la mise à mort de ce traité. Et, comme toujours, c'est la faute de la Russie.

Que l'on songe à tout ce que l'on aurait pu faire si l'argent que nos collègues occidentaux avaient affecté à leurs budgets militaires avait été dépensé pour réaliser les objectifs de développement durable et aider les pays moins développés et les pays en développement. À cela s'ajoute le fait que nos partenaires américains continuent de marchander le budget des opérations de maintien de la paix et de suivre leur pratique établie d'attendre jusqu'au dernier moment pour verser leur contribution au budget de l'ONU, dont le montant total ne dépassera pas 10 milliards de dollars cette année. Tout cela semble non seulement mesquin, mais aussi irrespectueux à l'égard de tous les Membres de l'Organisation mondiale. Nous n'avons pas peur de le leur dire en face. Qu'en est-il des autres? Vont-ils nier qu'ils sont en partie responsables de ce qui se passe, faisant écho à Washington et montant en épingle ce qu'ils perçoivent comme étant une menace de la Russie mais aussi de la Chine? Les générations futures le leur pardonneront-elles?

Malgré tout ce que j'ai dit, nous continuons de penser que le bon sens et l'instinct de survie finiront par l'emporter chez nos partenaires occidentaux. Après

tout, l'existence même de l'humanité est en jeu. La seule question est de savoir combien d'argent et d'efforts auront été gaspillés d'ici là et combien d'occasions de progrès et de coopération nous aurons laissé passer.

Quant à nous, nous avons toujours été prêts à participer à tout dialogue sérieux qui vise à assurer la stabilité et la sécurité stratégiques. Si cela ne dépendait que de nous, on ne serait jamais arrivé si près de cette ligne dangereuse dont le monde se rapproche aujourd'hui.

Cependant, nous restons réalistes. Il est plus facile de casser les choses que de construire. Comme l'histoire l'a montré, il faut parfois des années, voire des décennies, pour lancer un nouveau format de discussions plus ou moins durable et efficace sur les questions de stabilité stratégique et de maîtrise des armements. Il n'en reste pas moins qu'il y a des problèmes, y compris ceux qui découlent des mesures irresponsables prises par Washington, qui doivent être résolus aujourd'hui.

**M. Cohen** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe Nakamitsu de son exposé aujourd'hui.

Nous devons dire très clairement pourquoi nous sommes ici aujourd'hui. Les États-Unis ont conclu le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire avec l'Union soviétique à la fin des années 80, mais il y a plus d'une décennie, la Fédération de Russie a décidé de violer ses obligations au titre du Traité et de chercher à développer un système de missiles dont la portée est expressément interdite par celui-ci. Ces dernières années, la Russie a mis au point, produit, testé en vol et maintenant déployé plusieurs bataillons de son système de missiles 9M729 en violation du Traité. En réponse à ces agissements, plus tôt ce mois-ci et après six ans d'efforts diplomatiques menés par les États-Unis pour amener la Russie à se conformer de nouveau au Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire et à le préserver, le Secrétaire d'État de notre pays a confirmé le retrait des États-Unis de ce traité.

Comme le Secrétaire d'État l'a dit dans sa déclaration, les États-Unis ne resteront pas parties à un traité qui est délibérément violé par la Russie. Les autres alliés de l'OTAN ont également conclu que la Russie avait matériellement violé le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. Je le redis : la Russie a matériellement violé le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, et les alliés de l'OTAN ont pleinement appuyé le retrait des États-Unis en raison de son intransigeance.



Nous sommes ici aujourd'hui parce que la Fédération de Russie préférerait un monde dans lequel les États-Unis continuaient de s'acquitter de leurs obligations en vertu du Traité, alors qu'elle avait cessé de le faire. D'ailleurs, la Fédération de Russie et la Chine continuent d'appeler de leurs vœux un monde dans lequel les États-Unis feraient preuve de retenue tandis qu'elles poursuivraient sans vergogne et sans relâche leur accumulation d'armes.

La Russie menace maintenant de payer de retour si les États-Unis positionnent des missiles à portée intermédiaire en Europe, mais la Russie avait déjà déployé de tels missiles en Europe alors que le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire était encore en vigueur. Ce que nous et nos alliés de l'OTAN savons, c'est que la Russie a produit et déployé de nombreux bataillons de missiles de croisière sol-sol 9M729 dans tout le pays, en violation du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire maintenant abrogé, y compris dans l'ouest du pays, et peut dès lors frapper des cibles vitales en Europe. De même, la Chine menace de cibler les alliés des États-Unis qui accueillent sur leur territoire des missiles américains, même si elle a déjà déployé des milliers de missiles à portée intermédiaire qui mettent en danger les États-Unis et leurs alliés et partenaires.

Maintenant que le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire n'existe plus du fait de la Fédération de Russie, les États-Unis prennent les mesures nécessaires pour faire face à la menace que représentent les forces de missiles à portée intermédiaire déployées en nombre toujours plus important par la Russie et la Chine, ce que le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire n'avait pas réussi à empêcher. Aujourd'hui, les États-Unis n'ont aucun missile à portée intermédiaire sol-sol – aucun. En revanche, la Russie a mis au point et déployé de nombreux bataillons de missiles de ce type. La Chine possède environ 2000 missiles qui auraient été interdits en vertu du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire si elle y avait été partie.

En outre, les essais en vol effectués par les États-Unis pour mettre au point une capacité conventionnelle sol-sol ne sont ni provocateurs ni destabilisants. Il s'agit d'une réponse prudente pour s'assurer que les États-Unis ont la capacité de défendre leurs intérêts dans le monde post-Traité que la Russie a créé, une réponse qui constitue l'aboutissement des efforts de recherche et développement, conformes au Traité, menés par les États-Unis depuis décembre 2017.

Ces efforts n'ont jamais été secrets et, une fois encore, ils ne sont pas interdits par le Traité.

Nous avons entendu dire aujourd'hui que les États-Unis avaient eux-mêmes violé le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire à cause de leur récent essai en vol, utilisant le lanceur MK41, que l'on trouve également dans notre système de défense antimissiles Aegis Ashore. C'est tout à fait faux. Le système Aegis Ashore n'est pas doté d'une capacité offensive de missiles balistiques ou de missiles de croisière sol-sol, bien qu'il utilise certains des mêmes éléments structurels que le système naval de lancement vertical MK41 installé sur les navires. Le système de lancement vertical Aegis Ashore est différent du système naval de lancement vertical MK41, et le système Aegis Ashore n'a pas violé nos obligations au titre du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire.

Un débat plus pertinent aujourd'hui sur les menaces à la paix et à la sécurité internationales porterait sur le fait que, si les États-Unis s'efforcent de réduire le nombre et l'importance des armes nucléaires, la Fédération de Russie et la Chine ne leur ont pas emboîté le pas. Bien au contraire, au cours de la dernière décennie, ils ont évolué en sens inverse en développant et en déployant de nouvelles capacités nucléaires et de missiles.

La Fédération de Russie modernise et diversifie ses capacités d'armement nucléaire, et son arsenal nucléaire total devrait augmenter considérablement au cours de la prochaine décennie. Cette expansion découlera en premier lieu de l'augmentation attendue du stock d'armes nucléaires non stratégiques de la Fédération de Russie.

Le système de missiles 9M729, qui viole le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, s'inscrit dans tout un ensemble de systèmes terrestres, maritimes et aériens russes qui sont en train d'être soit modernisés, soit dotés d'une plus grande précision, de plus longues portées et de plus faibles puissances dégagées, pour permettre à la Russie d'appliquer sa stratégie et sa doctrine nucléaires, notamment un emploi limité en premier des armes nucléaires. Nous pensons que la Fédération de Russie détient jusqu'à 2000 têtes nucléaires non stratégiques de divers types. À titre de comparaison, les États-Unis ne possèdent actuellement qu'une seule arme nucléaire non stratégique : la bombe à chute libre B61.

La Fédération de Russie cherche également à se doter d'armes nucléaires stratégiques novatrices. Il s'agit notamment d'un drone sous-marin à propulsion nucléaire et équipé d'armes nucléaires, conçu pour détruire les villes et les ports côtiers adverses dans un raz-de-marée radioactif; d'un missile de croisière intercontinental à lanceur terrestre, à propulsion nucléaire et équipé d'armes nucléaires; et d'un missile balistique aéroporté équipé d'armes nucléaires.

Le Conseil ferait peut-être un meilleur usage de son temps s'il demandait à la Fédération de Russie de remédier aux menaces qu'elle fait elle-même peser sur la paix et la sécurité internationales. Combien de missiles 9M729 a-t-elle produits, et où se trouvent-ils? Que s'est-il passé exactement le 8 août en Russie? Qu'est-ce qui a causé l'explosion? De quel système s'agissait-il? Et à quoi ce système doit-il servir?

Dans l'intervalle, la Chine continue rondement d'accroître la taille de son arsenal nucléaire en l'élargissant et en le diversifiant rapidement. Citons par exemples de nouveaux vecteurs, tandis que la Chine s'attache à mettre en place une nouvelle triade nucléaire. La Chine étudie également comment intégrer les systèmes hypersoniques, les missiles balistiques aéroportés et les armes nucléaires de faible puissance dans son arsenal nucléaire en expansion.

Ces éléments nouveaux observés en Fédération de Russie et en Chine, conjugués aux comportements agressifs et coercitifs des deux pays, sont les principaux facteurs de la détérioration de l'environnement sécuritaire. Les États-Unis ne peuvent pas et n'entendent pas ignorer cette réalité. Nous ne resterons pas les bras croisés. Nous prendrons les mesures nécessaires pour assurer notre sécurité et celle de nos alliés et partenaires, entre autres en testant et en mettant au point des systèmes qui nous permettent de relever les défis auxquels nous sommes confrontés, et en nous préparant à inaugurer ce que notre président a qualifié de nouveau chapitre dans la maîtrise des armements.

Les États-Unis restent réceptifs à une maîtrise des armements efficace et vérifiable. Contrairement aux affirmations outrancières de nos collègues russes, nous avons clairement manifesté notre intérêt pour une maîtrise des armements sérieuse, qui inclue la Fédération de Russie et la Chine et qui aille au-delà des traités consacrés à des types restreints d'armes nucléaires ou à des missiles de portée spécifique. Nous pensons que cette approche serait plus efficace

pour remédier aux menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales.

**M. Hickey** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe Nakamitsu de son exposé.

Le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, signé par les États-Unis et l'Union soviétique en 1987, éliminait toute la catégorie des missiles capables de parcourir entre 500 et 5500 kilomètres. Il comptait parmi les principales réalisations du processus de maîtrise des armements de l'après-guerre froide en Europe, et permettait une sécurité et une stabilité accrues non seulement pour l'Europe mais pour le monde entier.

Pendant longtemps, la Russie a violé ce Traité en mettant au point et en déployant en secret des missiles non conformes, spécifiquement le système de missiles à lanceur mobile baptisé 9M729. Ces missiles à déploiement rapide sont difficiles à repérer et peuvent être armés de têtes nucléaires ou de bombes conventionnelles avant de prendre des villes européennes pour cible. La Russie a refusé de reconnaître leur existence jusqu'à ce que les États-Unis identifient le missile sous sa dénomination russe. Le seul effort de transparence qu'a consenti la Russie par la suite a consisté à proposer de démontrer la conformité alléguée du missile, dans des conditions mises en scène dans lesquelles il aurait été impossible d'en déterminer la portée.

Le 1<sup>er</sup> février, les États-Unis ont annoncé leur intention de suspendre leurs obligations au titre du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, déclenchant par la même occasion le processus de retrait d'une durée de six mois, lequel s'est achevé le 2 août, lorsque le Traité est devenu caduc. La Russie est seule responsable de la disparition du Traité. Le Royaume-Uni et les alliés de l'OTAN ont pleinement appuyé la décision des États-Unis de se retirer.

Ces cinq dernières années, de nombreux efforts diplomatiques ont été déployés pour persuader la Russie de se replacer en conformité avec le Traité. Les États-Unis ont soulevé cette question auprès de la Russie à plus de 30 reprises, et leurs alliés à l'OTAN ont pris langue avec elle par l'intermédiaire du Conseil OTAN-Russie, en vain. La Russie a campé sur ses positions provocatrices, préférant, lors de ses interventions, nier les faits et lancer des contre-accusations comme celles que nous avons entendues une fois de plus aujourd'hui.

Le 2 août, lorsque le Traité est devenu caduc, le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg, a déclaré que

« Nous ne ferons pas comme la Russie, nous ne voulons pas d'une nouvelle course aux armements et nous n'avons aucunement l'intention de déployer de nouveaux missiles nucléaires à lanceur terrestre en Europe ».

Il a expliqué que l'OTAN riposterait face aux actions agressives de la Russie, mais que

« Toutes nos mesures seront équilibrées, coordonnées et défensives ».

Nous appuyons l'explication donnée par les États-Unis concernant le calendrier de la mise au point du missile de croisière sol-sol qu'ils ont récemment mis à l'essai et nous ne pensons pas que les États-Unis aient enfreint le Traité à un quelconque moment.

En tant que membre permanent du Conseil de sécurité, il incombe à la Russie de jouer un rôle vital dans la promotion de la stabilité internationale. Cela étant, ce comportement contredit une nouvelle fois la Russie lorsqu'elle prétend être un partenaire international responsable qui défend la paix et la sécurité internationales. Les actions actuelles de la Russie s'inscrivent dans un schéma d'agression qui représente une menace évidente sur la paix et la sécurité internationales.

**M<sup>me</sup> Gueguen** (France) : Qu'il me soit permis d'abord de remercier la Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement pour sa présentation.

Cette enceinte résonne régulièrement de nos appels à préserver et renforcer le système de sécurité dont le Conseil de sécurité est le garant. C'est une priorité et un objectif communs, et la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération en constituent les piliers. Le Président de la République française l'a rappelé dans cette enceinte en septembre dernier :

« Notre responsabilité [...], ce que nous devons à ceux qui nous ont précédés comme aux populations dont nous avons la charge, c'est de préserver et de renforcer ce régime [de maîtrise des armements] à un moment où il est profondément mis à l'épreuve » (*S/PV.8362, p. 4*).

Le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire en était un élément central. La France regrette qu'aucune solution n'ait pu être trouvée pour

le maintenir en vigueur. La fin de ce traité accroît les risques d'instabilité en Europe, et elle érode le système international de maîtrise des armements. Je voudrais souligner un point : la position de la France est claire et cohérente et n'a rien de surprenant.

La viabilité et l'efficacité des instruments de désarmement et de non-prolifération nécessitent que ces accords soient pleinement respectés et mis en œuvre. La Russie porte la responsabilité de l'extinction du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, qu'elle a continué d'enfreindre en dépit de nos appels à une application conforme. Le développement d'un nouveau système de missile à portée intermédiaire par la Russie accroît la menace qui pèse sur les intérêts de sécurité européens. Nous regrettons qu'elle n'ait montré aucune volonté de se conformer de nouveau à ses obligations internationales et n'ait pris aucune mesure concrète en ce sens.

Dans le contexte actuel, nous souhaitons maintenir un engagement mesuré, équilibré et responsable pour assurer la sécurité de nos populations et préserver la paix et la stabilité régionales et internationales. Mais cet impératif impose aussi de rétablir la confiance mutuelle et le dialogue, et de nous en donner les moyens.

Le monde ne peut pas s'engager dans une nouvelle course aux armements, dont nous paierions tous le prix; ce serait un dangereux retour en arrière, au détriment des acquis fondant notre sécurité. Le soutien et le renforcement des processus de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements sont indispensables, en tenant compte de la dégradation de notre environnement de sécurité.

Nous devons redoubler d'efforts pour préserver les instruments de maîtrise des armements conventionnels et nucléaires existants et refonder un cadre international robuste. Il doit reposer sur des instruments réels et vérifiables, fondés sur le droit, pour préserver et prolonger les réalisations des dernières décennies, et répondre aux enjeux stratégiques de demain. La France continuera de s'employer à le renforcer, et encourage tous les autres acteurs dans cette voie.

**M. Adom** (Côte d'Ivoire) : Ma délégation salue la tenue de cette séance d'information et remercie M<sup>me</sup> Izumi Nakamitsu pour son exposé fort instructif.

Au moment où le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) aborde sa cinquantième année d'existence, l'architecture du désarmement et de la non-prolifération nucléaire, mise en place après



d'après négociations et au prix de compromis hardis, est aujourd'hui menacée en raison de l'extinction progressive des engagements pris par certains États signataires. Ce cadre multilatéral, né d'une prise de conscience des conséquences potentiellement désastreuses des armes nucléaires, a permis d'offrir à l'humanité des garanties sécuritaires qui l'ont mise à ce jour à l'abri du péril nucléaire.

Le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, négocié à la fin des années 80, est venu renforcer notre optimisme. Cependant, dans un contexte où la communauté internationale peine à apaiser les tensions suscitées par les questions du nucléaire iranien et nord-coréen, la disparition du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire vient renchérir les craintes d'une relance de la course aux armements, qui pourrait mettre à mal les acquis en matière de non-prolifération nucléaire. L'extinction de ce traité risque, si l'on n'y prend garde, de constituer le premier pas vers une série d'initiatives qui contribueront à complexifier davantage le contrôle des missiles balistiques et des armes de destruction massive. Les récentes initiatives prises par les deux signataires tendent à le prouver.

Face à ce risque, la position de la Côte d'Ivoire entre en parfaite résonance avec celle du Secrétaire général, qui exprimait ses regrets au sujet de la disparition du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, le 2 août 2019. En effet, au regard de l'exacerbation actuelle des menaces sécuritaires, mon pays estime que toute initiative portant atteinte aux cadres actuels de contrôle des armements et du désarmement pourrait contribuer à compromettre les acquis dans le cadre du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

C'est pourquoi, la Côte d'Ivoire voudrait lancer un appel pressant aux parties russe et américaine, acteurs et garants du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, à renouer le dialogue, afin de sauver ce bel exemple de coopération entre deux puissances nucléaires. Mon pays, qui fut par ailleurs parmi les premiers signataires du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, adopté en 2017, tient à saisir l'opportunité de cette séance du Conseil pour exhorter tous les États parties aux cadres bilatéraux et multilatéraux de non-prolifération à œuvrer davantage, à travers un dialogue constant, à la préservation des acquis actuels.

Il invite également les pays encore réticents à adhérer au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires afin d'impulser son entrée en vigueur, convaincu que la préservation de l'architecture internationale en

matière de non-prolifération est avant tout une question de responsabilité collective. Dans la même veine, ma délégation souhaite vivement que le nouveau Traité de réduction des armements stratégiques, qui arrive à échéance en février 2021, soit renouvelé.

Le succès de notre action commune en matière de non-prolifération est indissociable des mesures visant à renforcer la confiance entre les États parties aux traités éponymes. La Côte d'Ivoire estime, à cet égard, qu'il incombe aux États disposant de l'arme nucléaire de donner des garanties de non-recours auxdites armes contre les États qui n'en sont pas dotés par la conclusion d'un instrument international juridiquement contraignant. Il s'agit là d'une condition suffisante pour dissiper les nuages de doutes et de suspicions qui alimentent les réticences de certains États à s'inscrire résolument dans l'élan international d'interdiction des armes de destruction massive.

La conscience humaine porte encore les stigmates indélébiles de l'usage de l'arme nucléaire, et tout nouveau recours à ce type d'armement traduirait la faillite morale de notre civilisation. La Côte d'Ivoire estime que le maintien de la paix et de la sécurité internationales relève certes de notre responsabilité collective, mais les États dotés de capacités nucléaires ont un rôle primordial dans la préservation de la stabilité acquise depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale dans le cadre des instruments multilatéraux et bilatéraux de contrôle des armes de destruction massive.

**M. Trullols Yabra** (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous tenons à remercier la présidence du Conseil d'avoir organisé la présente séance, ainsi que M<sup>me</sup> Izumi Nakamitsu des informations qu'elle nous a fournies.

Tout d'abord, nous déplorons la fin officielle du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire entre la Russie et les États-Unis, qui a été annoncée au début du mois en raison des violations présumées du Traité par l'une des parties. À cet égard, c'est avec une vive inquiétude que nous notons l'escalade des tensions que cette situation a provoquée.

Nous comprenons que le dispositif de désarmement et de non-prolifération est confronté à une terrible menace, avec la possibilité réelle d'une reprise de la course aux armements, que nous pensions reléguée aux oubliettes de la guerre froide. La République dominicaine réaffirme son ferme attachement aux obligations énoncées dans le Traité sur

la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et à ses trois piliers fondamentaux, à savoir le désarmement, la non-prolifération et l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Par ailleurs, nous estimons que le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire constitue un excellent complément au TNP, car il a permis d'accomplir d'importants progrès dans l'élimination des missiles classiques et nucléaires, ainsi que dans la réduction du grand danger d'une confrontation nucléaire perçue comme imminente.

Nous considérons que l'humanité et la planète ne peuvent être exposées une fois de plus aux dommages humanitaires et environnementaux catastrophiques causés par l'utilisation, la mise au point et les essais de ces armes. Nous appelons donc les parties à réfléchir à leurs décisions, à éviter les discours agressifs et les activités déstabilisatrices, et à envisager de reprendre le dialogue, en vue de rétablir des mesures de confiance au moyen d'un accord et de sa mise en œuvre effective, afin que les engagements convenus dans un tel accord soient respectés de manière durable.

Enfin, nous souscrivons à l'appel lancé par le Secrétaire général aux parties pour qu'elles prorogent le nouveau Traité de réduction des armements stratégiques et engagent des négociations sur de nouvelles mesures de maîtrise des armements.

**M. Pecsteen de Buytswerve** (Belgique) : Je voudrais tout d'abord remercier M<sup>me</sup> Izumi Nakamitsu pour son introduction.

La Belgique est particulièrement préoccupée par les risques actuels dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement. La fin du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, les menaces qui pèsent sur le Plan d'action global commun, ainsi que les incertitudes qui planent sur l'avenir du nouveau Traité de réduction des armements stratégiques, ainsi que du dossier nord-coréen, sont autant d'éléments inquiétants.

Ces récents développements témoignent de la polarisation accrue au sein de la communauté internationale, où la confiance et la coopération entre États marquent un profond recul. Ce climat met à rude épreuve l'architecture mondiale de non-prolifération et de désarmement, et rend plus difficiles encore les progrès qui sont pourtant indispensables alors que les risques de prolifération augmentent.

Comme cela a été dit, le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire fut un pilier de la sécurité européenne et mondiale pendant plus de 30 ans.

Grâce à ce traité, près de 3 000 missiles équipés de têtes nucléaires ou conventionnelles ont été retirés du sol européen et détruits de manière vérifiable. Le Traité représentait donc une contribution tangible à la réalisation des obligations des États-Unis et de la Russie en matière de désarmement au titre de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Par conséquent, la Belgique déplore vivement la disparition du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. Nous regrettons que la Russie n'ait pas répondu aux appels internationaux répétés lui demandant de reprendre l'exécution de ses obligations découlant du Traité. La dissolution du Traité en fut le résultat.

Notre débat ne peut toutefois se limiter à des accusations et des récriminations. Il importe que la Russie et les États-Unis s'engagent dans un dialogue actif et constructif, afin de s'accorder sur des mesures de stabilisation et de rétablissement de la confiance. Une nouvelle course aux armements n'est dans l'intérêt de personne. Par ailleurs, le pouvoir destructeur sans égal de l'arme nucléaire nous rappelle la nécessité non seulement de prévenir toute prolifération, mais aussi d'avancer dans le domaine du désarmement. Plus concrètement, la Belgique appelle la Russie et les États-Unis à mener un dialogue productif afin d'élaborer des initiatives en vue de renforcer la stabilité stratégique et de réduire de manière résolue leurs arsenaux nucléaires, incluant tous les types de système d'armes. Nous soulignons également l'importance d'une prorogation du nouveau Traité de réduction des armements stratégiques au-delà de 2021, dont l'expiration mettrait fin à toute limitation des forces stratégiques nucléaires des deux pays.

N'oublions pas non plus la responsabilité d'autres États possesseurs d'armes nucléaires de contribuer à la maîtrise des armements par leurs actions et par leur participation aux délibérations internationales. Le développement de nouvelles capacités et l'élargissement d'arsenaux nous éloignent des objectifs agréés dans le cadre du Traité sur la non-prolifération.

Enfin, je souhaite souligner que le régime global de non-prolifération constitue un élément crucial du système multilatéral fondé sur le droit international. Nous avons tous un intérêt national dans l'existence d'un ordre global basé sur le contrôle des armes, le désarmement et la non-prolifération.

**M. Matjila** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Nous vous remercions, Madame la Présidente, d'avoir convoqué la présente séance sur les menaces contre la paix et la sécurité internationales. Ma délégation sait

également gré à M<sup>me</sup> Izumi Nakamitsu, Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, de son exposé.

La menace que représentent les armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires et leurs vecteurs, pour l'humanité constitue la préoccupation numéro un de l'Afrique du Sud en matière de paix et de sécurité internationales. Nous sommes intimement convaincus que la seule garantie contre la détonation intentionnelle ou accidentelle de ces armes est leur élimination totale. Tout aussi préoccupant est le fait que certains États dotés d'armes nucléaires continuent d'insister pour moderniser leurs arsenaux nucléaires et leurs vecteurs, en violation flagrante de la lettre et de l'esprit du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Il est de fait très inquiétant qu'un instrument de maîtrise des armements établi de longue date, tel que le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, se soit effondré, mettant la région de l'Europe mais aussi le monde entier à la merci d'une guerre et d'une catastrophe nucléaires. Nous souhaitons également saisir cette occasion pour exhorter les États-Unis d'Amérique et la Russie à reprendre les discussions sur le nouveau Traité de réduction des armes stratégiques avant son expiration en 2021. Un tel engagement des deux principaux États dotés de l'arme nucléaire serait un hommage approprié et opportun au TNP, dont nous célébrerons le cinquantième anniversaire en 2020. En 2020, nous célébrerons également le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies – le parlement des peuples du monde – que ces deux pays ont contribué à créer.

Étant donné que la communauté internationale commémorera la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires le 26 septembre de cette année, puisse cette journée servir de rappel constant et douloureux à la communauté internationale de ses engagements et obligations non remplis en matière d'élimination des armes nucléaires, ainsi que l'envisageait la résolution 1 (I), la toute première résolution adoptée par l'Assemblée générale en 1946, il y a 73 ans.

À l'approche du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies en 2020, nous sommes d'avis qu'il nous faut procéder à une réflexion en profondeur et réaffirmer notre volonté de réaliser un monde sans armes nucléaires. L'appui de l'Afrique du Sud à l'élimination totale des armes nucléaires se fonde

sur son expérience directe en tant que seul pays à ce jour à avoir mis au point, puis volontairement éliminé ses armes nucléaires pour le bien de nos enfants et des générations à venir.

L'Afrique du Sud se joint à la majorité des États Membres pour exprimer sa profonde préoccupation face aux conséquences humanitaires des armes nucléaires, comme souligné à juste titre dans le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qui a été ouvert à la signature le 20 septembre 2017. Nous invitons la communauté des Nations Unies à signer et à ratifier ce traité dans les plus brefs délais afin qu'il puisse entrer en vigueur dès que possible. Il ne manque plus que deux signatures pour que le Traité entre en vigueur. L'Afrique du Sud réaffirme que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est un pas audacieux et positif vers l'élimination totale des armes nucléaires et renforce le TNP.

Le TNP demeure la pierre angulaire du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. Toutefois, nous sommes très préoccupés de constater qu'il continue de faire l'objet de tensions importantes du fait du non-respect des obligations en matière de désarmement nucléaire énoncées en son article VI et des engagements connexes pris lors des Conférences des parties chargées de l'examen du TNP de 1995, 2000 et 2010.

Le présent cycle d'examen du TNP, qui coïncidera avec le cinquantième anniversaire du Traité, offre l'occasion de réaliser des progrès urgents en matière de désarmement nucléaire. L'Afrique du Sud estime que le désarmement et la non-prolifération nucléaires sont des processus qui se renforcent mutuellement et nécessitent des progrès continus et irréversibles sur les deux fronts. L'accent placé de manière sélective sur les mesures de non-prolifération ainsi que l'absence de progrès en matière de désarmement nucléaire portent atteinte au TNP et fragilisent le régime de non-prolifération. L'élimination totale des armes nucléaires et l'assurance juridiquement contraignante qu'elles ne seront plus jamais produites est la seule garantie que ces armes ne seront plus jamais utilisées comme elles l'ont été à Hiroshima et à Nagasaki en 1945.

Pour conclure, l'Afrique du Sud tient à réaffirmer son attachement au multilatéralisme et le rôle central de l'ONU dans le règlement des problèmes actuels, y compris celui du désarmement nucléaire.

**M. Alotaibi** (Koweït) (*parle en arabe*) : Nous remercions M<sup>me</sup> Nakamitsu de son exposé.

L'État du Koweït attache une grande importance à tout ce qui peut promouvoir la sécurité et la stabilité dans le monde et instaurer la paix et la sécurité internationales. Le sujet d'aujourd'hui est très important et a un impact direct sur la paix et la sécurité internationales.

Il est regrettable qu'un traité historique d'une telle importance, le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, signé à un moment très critique – au plus fort de la guerre froide entre les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique – disparaisse. C'est sans aucun doute très préoccupant. Lorsqu'on regarde en arrière, on se rend compte que le Traité a eu un impact positif très important. En s'engageant à en respecter les dispositions, les deux parties ont dès 1991 été en mesure de détruire et de retirer environ 2 700 systèmes de missiles. Le Traité a également contribué à réduire considérablement les tensions à l'époque et à maintenir de manière tangible la paix et la stabilité internationales, en particulier en Europe. Le monde espérait la réduction des missiles nucléaires à portée courte et intermédiaire. Or, suite à certains événements récents, cet espoir a commencé à s'estomper, surtout sachant les menaces et les défis auxquels nous sommes confrontés. Notre monde d'aujourd'hui ne peut se permettre plus de chaos, plus d'instabilité et plus d'affaiblissement de la sécurité internationale.

La fin du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire et ses répercussions potentielles pourraient compromettre d'autres traités de limitation des armements et accélérer l'effondrement du système mondial de non-prolifération des armes nucléaires. Cela pourrait également miner la sécurité mondiale et détruire un pilier fondamental de la limitation des armements, étant donné notamment que certains ont en profité pour ne pas respecter les conventions et instruments internationaux sur la limitation des armes nucléaires.

Il est regrettable que la doctrine de dissuasion nucléaire soit toujours présente dans les politiques de sécurité de tous les États dotés de l'arme nucléaire. La lenteur du processus de désarmement nucléaire et la déception qui en a résulté provoquent un sentiment de frustration croissant, alors même que les craintes des conséquences humanitaires tragiques et catastrophiques qu'entraînerait l'emploi des armes nucléaires ne cessent d'augmenter.

Nous soulignons que le seul moyen de mettre fin à la menace des armes nucléaires est de les détruire complètement. La détention de ces armes meurtrières constitue en soi une menace pour la paix et la sécurité internationales. De plus, le fait que d'aucuns contournent la responsabilité de respecter les conventions limitant ce danger risque d'être mal interprété par les États dotés de l'arme nucléaire qui n'ont pas adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, comme Israël et d'autres pays inscrits à l'ordre du jour du Conseil, à savoir la Corée du Nord et la République islamique d'Iran.

Pour terminer, nous appelons toutes les parties à éviter l'escalade et à engager un dialogue efficace en vue d'adopter des mesures de confiance qui permettent de parvenir à un nouvel accord commun limitant la prolifération des missiles nucléaires à portée courte et intermédiaire, voire de ne pas mettre fin au Traité en question, mais au contraire de le renforcer.

**M. Meza-Cuadra** (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous estimons que l'organisation de la présente séance arrive à point nommé, car le Conseil de sécurité joue depuis ses débuts un rôle crucial dans les efforts de réduction et de maîtrise de la prolifération des armes nucléaires. Nous remercions M<sup>me</sup> Nakamitsu de son exposé fort utile.

Dans les circonstances qui nous réunissent aujourd'hui, le Pérou tient à réaffirmer sa position historique en faveur du désarmement, de la maîtrise des armements et de la non-prolifération, ainsi que son appui absolu à toutes les mesures et instruments internationaux qui contribuent à la réalisation de ces objectifs. Nous rejetons toute menace nucléaire, ainsi que la production, la fabrication et le déploiement d'armes nucléaires. C'est pourquoi nous appuyons un monde exempt de ces armes, par le biais du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et des zones exemptes d'armes nucléaires, ainsi qu'une interdiction complète des essais et du déploiement d'armes nucléaires dans l'espace, les océans ou tout autre lieu sur Terre. Dans ce contexte, le Pérou renouvelle son appel aux États dotés d'armes nucléaires pour qu'ils adoptent des mesures concrètes afin de s'acquitter pour le moins de leurs obligations au titre de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

La situation actuelle est d'autant plus préoccupante compte tenu des mesures qui semblent viser au démantèlement à terme du dispositif de non-prolifération nucléaire, de désarmement nucléaire et de droit nucléaire.



Le Pérou regrette vivement que le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire ait été suspendu étant donné son incidence positive sur l'instauration de la confiance, la sécurité mondiale et un ordre international fondé sur des normes. Nous encourageons la Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique à régler leurs différends par le dialogue et à conclure des accords sur la base des principes d'irréversibilité, de vérifiabilité et de transparence. Nous exhortons les deux États à proroger en particulier le nouveau Traité de réduction des armements stratégiques et à convenir de nouvelles politiques de maîtrise des armements.

Je voudrais conclure en soulignant que les puissances nucléaires doivent montrer l'exemple et empêcher une nouvelle course aux armements nucléaires qui, il faut le rappeler, aura pour seul mérite de pouvoir détruire irréversiblement la vie sur notre planète. C'est pourquoi nous sommes convaincus de la nécessité de choisir la voie diplomatique afin de préserver le dispositif international de non-prolifération, dans un premier temps, et de reprendre le démantèlement progressif des armes nucléaires, dans un deuxième temps. Il est essentiel à cet égard d'éviter les mesures ou décisions unilatérales qui pourraient conduire à une plus grande instabilité.

**M. Schulz** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier la Secrétaire générale adjointe Nakamitsu de son exposé détaillé.

En application du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, près de 3 000 missiles terrestres à portée intermédiaire ont été détruits de manière vérifiable. Le Traité était un pilier important et une véritable pierre angulaire de la sécurité euro-atlantique et contribuait au désarmement dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). L'Allemagne a suivi avec beaucoup d'inquiétude l'extinction récente du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. Mais soyons très clairs : la Fédération de Russie en est la seule responsable. C'est la Fédération de Russie qui a mis au point et déployé un système de missiles – le système de missiles 9M729 – en violation du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, un système qui représente un risque important pour la sécurité euro-atlantique. C'est extrêmement regrettable car, à notre avis, nous ne pouvons permettre une érosion du dispositif mondial de désarmement et devons redoubler d'efforts pour le préserver et le renforcer.

L'avenir de la maîtrise des armements dans le monde nous concerne tous et doit être examiné au

Conseil de sécurité. En revanche, l'essai d'un missile de croisière classique par les États-Unis ne justifie pas à lui seul l'attention du Conseil.

La violation par la Russie du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire s'inscrit dans le cadre d'un comportement plus large en vertu duquel la Russie viole, contourne ou évite de mettre en œuvre un certain nombre de ses accords dans le domaine de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération. Les actions de la Russie ont contribué à une évolution inquiétante, à savoir l'érosion générale du dispositif de maîtrise des armements, le développement de nouvelles capacités et l'apparition de graves tendances à la prolifération.

En dépit et en raison de cette évolution inquiétante, l'Allemagne est plus que jamais convaincue que les questions de non-prolifération, de désarmement et de maîtrise des armements doivent être prioritaires pour la communauté internationale dans son ensemble. Dans ce contexte, deux choses sont nécessaires, et le Ministre des affaires étrangères Heiko Maas les a évoquées à l'occasion de la réunion du Conseil de sécurité sur le TNP tenue dans cette salle le 2 avril (voir S/PV.8500).

Premièrement, des mesures concrètes doivent être prises pour réduire le risque d'escalade par inadvertance. Davantage de transparence et de dialogue sur les doctrines nucléaires et les dispositifs de forces dans les contextes militaires, des lignes de communication à l'épreuve des crises, une retenue dans les déclarations et moins d'ambiguïté sont autant d'éléments qui peuvent contribuer de manière significative à un environnement sécuritaire plus prévisible et plus stable.

Deuxièmement, nous avons besoin d'une feuille de route qui nous remettra sur la voie du désarmement en préservant et en développant plus encore les arrangements existants en matière de maîtrise des armements. On ne saurait trop insister sur la contribution du nouveau Traité de réduction des armements stratégiques à la sécurité et à la stabilité. Dans l'environnement de sécurité actuel, il est essentiel de maintenir les limites vérifiées des plus grands arsenaux stratégiques et d'étendre et de renforcer ce traité historique. La Russie et les États-Unis en assument la responsabilité.

Avant de terminer, je voudrais également évoquer le cinquantième anniversaire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, pierre angulaire du désarmement nucléaire et de la diplomatie de non-prolifération. Les résultats obtenus dans le cadre



de ce traité en cinq décennies sont remarquables, mais en 2020, nous devons nous appuyer sur ces résultats et jeter les bases de son avenir, ce qui exige également un réengagement crédible en faveur du désarmement nucléaire.

**M<sup>me</sup> Mele Colifa** (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Nous remercions, comme à l'accoutumée, la Secrétaire générale adjointe Nakamitsu de son exposé.

Pays épris de paix, de dialogue et de fraternité entre les nations et les peuples de la planète, la République de Guinée équatoriale ne peut qu'exprimer sa préoccupation face à l'évolution de la situation qui a conduit à la tenue de cette séance aujourd'hui. Nous avons le sentiment que nous nous acheminons dangereusement, et ce n'est pas la première fois dans notre histoire récente, vers une nouvelle course aux armements.

Le règlement pacifique des différends, le dialogue et la diplomatie – notamment la diplomatie préventive – sont les mécanismes que l'Organisation dont nous sommes tous membres a mis en avant et qui nous ont permis de connaître une relative paix mondiale durant trois quarts de siècle. Les événements qui se déroulent dans différentes régions du monde menacent de mettre un coup d'arrêt à cette réalisation.

Les progrès scientifiques rapides que l'humanité a réalisés au cours du siècle dernier se sont révélés être une épée à double tranchant, expression on ne peut plus adaptée. D'un côté, la technologie facilite le développement, le bien-être et le progrès de multiples sociétés et individus, mais de l'autre, lorsque le savoir est mis au service de l'armée et de l'industrie de l'armement, la même technologie qui a permis ledit progrès menace de détruire notre mode de vie.

C'est pourquoi nous regrettons que tant d'argent continue d'être investi dans l'industrie de l'armement, alors que ces ressources pourraient être utilisées pour avancer dans de nombreux autres domaines où règnent la pauvreté et les inégalités. Ce sont précisément ces facteurs – la pauvreté et les inégalités – qui sont à l'origine de la plupart des conflits et qui poussent les pays à s'armer de plus en plus, avec des armes toujours plus perfectionnées.

Mon pays estime que les membres du Conseil de sécurité, en particulier ses membres permanents, ont une immense responsabilité et que leur comportement sur la scène des relations internationales doit refléter ce statut. Au XXI<sup>e</sup> siècle, la géopolitique ne saurait être conçue comme un jeu à somme nulle fondé sur la question de

savoir qui détient les missiles les plus nombreux, les plus impressionnants ou affichant la plus longue portée.

La révocation récente du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire est regrettable, et rend le monde moins sûr. La Guinée équatoriale estime que les États-Unis et la Fédération de Russie doivent se faire confiance et coopérer, non seulement pour leur propre sécurité, mais aussi pour celle de la planète entière. Les deux pays, ne serait-ce qu'en leur qualité de membres permanents, doivent montrer l'exemple en recourant davantage au pouvoir de persuasion dans leur diplomatie, en particulier dans un contexte où les acteurs dotés de capacités nucléaires à portée courte, intermédiaire ou intercontinentale, sont plus nombreux que durant la guerre froide.

La communauté internationale et les alliés des uns et des autres doivent œuvrer à créer les conditions nécessaires et à élaborer les mesures de confiance qui permettront à Washington et à Moscou de renégocier ce traité et, profitant de l'occasion que leur offre ce défi, pour aller plus loin encore en matière de désarmement, sur le plan aussi bien bilatéral que multilatéral.

**M. Syihab** (Indonésie) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis tout d'abord de vous remercier, Madame la Présidente, d'avoir convoqué cette importante séance. Je remercie également la Secrétaire générale adjointe Nakamitsu de son exposé.

En matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, le seul bon choix doit être d'avancer dans la bonne direction. Certes, le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire était un accord bilatéral, mais son effet positif a été ressenti par tous les États. Ce traité était un maillon important de l'infrastructure de la maîtrise des armements et du désarmement. Il a contribué, dans une certaine mesure au moins, à réduire la menace que représentent les armes nucléaires et classiques. Nous regrettons donc qu'il soit devenu caduc. C'est un énorme revers pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous partageons les préoccupations de la Secrétaire générale adjointe Nakamitsu, qui craint que la révocation du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire supprime l'un des rares obstacles à la mise au point de dangereuses classes de missiles.

Ma délégation n'a aucune envie de se servir de cette séance très importante pour déterminer qui a raison et qui a tort. Les enjeux sont trop élevés. Je voudrais donc faire les observations suivantes.

Premièrement, l'Indonésie déplore que les parties concernées n'aient pas réussi à poursuivre le dialogue visant à préserver le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. Nous craignons que la fin du Traité n'entraîne une nouvelle course aux armements. Étant donné que certains pays sont déjà en train de moderniser leurs armes nucléaires et de mettre au point de nouvelles technologies d'armement, l'absence du Traité est vouée à exacerber les pressions considérables que subit le régime mondial de désarmement et de non-prolifération, ce qui favorisera l'instabilité.

Deuxièmement, l'Indonésie appelle toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue, car le maintien de la stabilité régionale et mondiale est notre priorité commune. Nous devons défendre le système international fondé sur des règles, avec un multilatéralisme efficace et des négociations constructives pour principes fondamentaux. J'appelle l'attention des parties concernées sur certains instruments essentiels visant à maintenir la paix et la stabilité, en particulier le Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est, qui souligne que les mesures de confiance constituent la base des relations entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et ses partenaires. Les grandes puissances qui étaient parties au Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire sont également parties au Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est. Par conséquent, les obligations qui leur incombent en vertu de ce dernier continuent de s'appliquer.

Troisièmement, l'Indonésie souligne qu'il est impératif de préserver et de promouvoir les régimes généraux de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération. En tant qu'État partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'Indonésie, qui compte également parmi les principaux défenseurs du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et est coordonnatrice du Groupe de travail du Mouvement des pays non alignés sur le désarmement, continue à appuyer tous les efforts visant à limiter, réduire et, à terme, éliminer les armes nucléaires et leurs vecteurs. Nous réaffirmons également notre engagement de longue date à une maîtrise des armements et un désarmement nucléaire vérifiables, efficaces, et fondés sur des traités.

Tout en espérant que les parties concernées négocieront la création d'un instrument nouveau et encore plus efficace pour remplacer le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, nous nous

féliciterions que l'avenir du nouveau Traité de réduction des armements stratégiques et d'autres accords consacrés à la maîtrise des armements fasse rapidement l'objet de discussions.

Réaffirmant que l'Indonésie reste attachée au Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est, également appelé Traité de Bangkok, dans le cadre des efforts pour assurer la sécurité et la stabilité de la région, mon pays demande à toutes les parties concernées de signer dès que possible le Protocole du Traité de Bangkok.

L'explosion, accidentelle ou délibérée, ne serait-ce que d'une seule arme nucléaire, recèle un immense risque de catastrophe. En effet, il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises mains qui tiennent, s'agissant de la possession de telles armes. Comme l'Indonésie l'a souligné à maintes reprises, leur élimination totale est la seule garantie contre cette menace.

**M. Zhang Jun** (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise a écouté avec attention l'exposé de la Secrétaire générale adjointe Nakamitsu. Le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, signé entre les États-Unis et l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) en 1987, est un traité important sur la maîtrise des armements et le désarmement. Dans le but de renforcer la stabilité stratégique, ce traité a efficacement ralenti la course aux armements qui opposait les États-Unis à l'URSS s'agissant des missiles à portée intermédiaire en Europe. Il a contribué à renforcer la confiance stratégique mutuelle entre les deux grandes puissances, à apaiser les tensions internationales et à promouvoir le désarmement nucléaire.

À l'aube d'un nouveau siècle, préserver l'efficacité dudit Traité revêt une immense importance du point de vue pratique, non seulement pour les États-Unis et la Fédération de Russie, mais aussi pour la paix et la sécurité internationales et régionales. Les deux pays auraient dû régler comme il se doit, par le dialogue et la consultation, leurs divergences relatives au respect du Traité, afin d'en préserver l'efficacité avec diligence.

Cependant, le fait que les États-Unis se retirent de manière unilatérale du Traité a entraîné son abrogation, ce qui aura de vastes répercussions négatives sur l'équilibre et la stabilité stratégique du monde, sur la sécurité régionale en Europe et dans la région de l'Asie-Pacifique, et sur le régime international de maîtrise des armements. La communauté internationale doit être lucide quant à cet impact.

S'agissant du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, la Chine a fait connaître sa position à maintes reprises. Il est inacceptable d'utiliser la Chine comme excuse pour se retirer du Traité. La Chine rejette les accusations infondées portées par le représentant des États-Unis.

Le monde connaît au XXI<sup>e</sup> siècle des changements profonds et sans précédent. La paix, le développement et la coopération gagnant-gagnant demeurent les tendances irréversibles de l'époque, les forces de la paix l'emportant sur les éléments de la guerre. Dans le même temps, les facteurs déstabilisateurs et les incertitudes majeurs en matière de sécurité internationale sont de plus en plus notables. Le multilatéralisme est le moyen le plus efficace de relever nos défis communs.

Tous les pays doivent résolument préserver l'ordre international, en mettant l'accent sur le droit international et les buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies; adopter le nouveau concept de sécurité commune, globale, coopérative et durable; respecter pleinement les préoccupations légitimes et justifiées de tous les États en matière de sécurité; mettre tout en oeuvre pour créer un environnement international pacifique et stable; et bâtir un avenir commun pour l'humanité.

La Charte des Nations Unies confère au Conseil de sécurité l'importante responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et les membres du Conseil doivent s'acquitter sérieusement de leurs responsabilités à cet égard. Tous les pays doivent s'abstenir de toute mesure susceptible de porter atteinte aux intérêts des autres pays en matière de sécurité.

Avant de se retirer officiellement du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, les États-Unis avaient déjà annoncé leur intention d'accélérer la mise au point et le déploiement de missiles à portée intermédiaire, et ils ont récemment testé un nouveau type de missile de croisière à lanceur terrestre. La Chine exhorte vivement ce pays à adopter une attitude extrêmement responsable, à faire preuve de retenue et à préserver sérieusement le régime actuel de maîtrise des armements, afin de maintenir l'équilibre et la stabilité stratégiques à l'échelle mondiale, ainsi que la paix et la sécurité internationales et régionales. Il s'agit là d'un message que partage la communauté internationale.

Le retrait des États-Unis du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire est un autre acte négatif dans la poursuite de l'unilatéralisme par

les États-Unis et du manquement à leurs obligations internationales. Leur véritable intention est de rendre le Traité non contraignant et de rechercher un avantage militaire unilatéral et absolu. La Chine a toujours mené une politique de défense nationale de nature défensive. Les missiles terrestres à portée intermédiaire de la Chine sont tous déployés sur le territoire chinois. Ils ne servent qu'à des fins de défense et ne constituent une menace pour aucun autre pays. La Chine s'oppose fermement aux tentatives des États-Unis de déployer des missiles terrestres à portée intermédiaire dans la région de l'Asie et du Pacifique, et espère que les États-Unis feront preuve de retenue et de rationalité à cet égard.

Les traités internationaux relatifs à la maîtrise des armements et au désarmement, pierres angulaires de l'équilibre et de la stabilité stratégiques à l'échelle mondiale, sont essentiels à la paix et à la sécurité internationales. Le désarmement nucléaire, l'un des trois piliers du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, constitue un élément important de la gouvernance mondiale dans le domaine nucléaire. Tous les pays doivent respecter les principes du maintien de la stabilité stratégique mondiale et de la sécurité non diminuée pour tous, et faire avancer progressivement le processus de désarmement.

Les pays détenteurs des plus grands arsenaux nucléaires doivent assumer avec sérieux leur responsabilité particulière et primordiale en matière de désarmement nucléaire. Nous appuyons les efforts politiques et diplomatiques entrepris par la Russie à cet égard. Nous engageons la Russie et les États-Unis à poursuivre le dialogue sur la sécurité stratégique et les questions bilatérales de désarmement nucléaire, et nous l'appuyons; à s'engager à proroger le nouveau Traité de réduction des armements stratégiques; et à poursuivre les réductions substantielles de leurs arsenaux nucléaires de manière vérifiable, irréversible et juridiquement contraignante, afin de créer les conditions nécessaires au progrès des processus multilatéraux de désarmement nucléaire.

Je tiens à souligner que toute négociation sur la maîtrise des armements doit tenir pleinement compte des forces militaires nationales et respecter le principe de la sécurité non diminuée pour tous, qui est un principe clef de la maîtrise des armements au plan international. La Chine a, à plusieurs reprises, exprimé clairement sa position sur les négociations relatives à la maîtrise des armements. À l'heure actuelle, elle n'a aucun intérêt à participer et ne participera pas à de prétendues

négociations Chine-États-Unis-Russie sur la maîtrise des armements.

La Chine mène sans relâche une politique de défense nationale à caractère défensif. Sa stratégie nucléaire dans le cadre de la légitime défense est totalement transparente, et sa politique nucléaire est très responsable. Son arsenal nucléaire est extrêmement limité et ne constitue en aucun cas une menace pour la paix et la sécurité internationales. Cela fait des décennies qu'elle participe activement aux consultations et aux négociations sur la maîtrise des armements, dans le cadre de mécanismes et de cadres multilatéraux, notamment ceux de l'ONU et de la Conférence du désarmement.

La Chine est opposée à la course aux armements et s'efforce de maintenir l'équilibre et la stabilité stratégiques au niveau mondial. Elle continuera à l'avenir de défendre fermement le multilatéralisme et de participer activement aux processus multilatéraux de maîtrise des armements afin de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante de la Pologne.

Je tiens tout d'abord à remercier la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, M<sup>me</sup> Izumi Nakamitsu, de son exposé.

La Pologne est résolument en faveur de tous les efforts visant à préserver l'efficacité des dispositifs de maîtrise des armements et de désarmement, qui sont fondamentaux pour la sécurité internationale. Toutefois, pour être efficaces, ces engagements doivent être vérifiables et respectés de bonne foi, par toutes les parties

Le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire joue un rôle crucial dans le maintien de la sécurité européenne et mondiale depuis plus de 30 ans. Au titre de ce dernier, près de 3 000 missiles ont été retirés et détruits de manière vérifiable. Nous déplorons que les efforts déployés de longue date par les États-Unis n'aient pas permis de préserver le Traité. L'affaiblissement de cet élément important du dispositif de sécurité européenne pose un nouveau défi pour la sécurité internationale.

La Fédération de Russie est la seule responsable de l'extinction du Traité. Les alliés de l'OTAN expriment depuis plusieurs années leurs préoccupations quant au

respect par la Russie du Traité, notamment au sein du Conseil OTAN-Russie.

En décembre 2018, les alliés de l'OTAN ont affirmé que la Russie avait mis au point et déployé le système de missiles SSC-8, également connu sous le nom de 9M729, en violation du Traité. Nous regrettons que la Russie n'ait fait montre d'aucune volonté et n'ait pris aucune mesure pour assurer la mise en œuvre du Traité d'une manière efficace, vérifiable et transparente.

À présent que le Traité s'est éteint, nous devons prendre des mesures pour garantir notre sécurité. Cependant, l'OTAN n'a pas l'intention d'installer de nouveaux missiles nucléaires terrestres en Europe, alors que la Russie a décidé de déployer ses missiles SSC-8 en face des régions européennes. Ces roquettes sont difficiles à détecter et peuvent être équipées de têtes classiques ou nucléaires, ce qui accroît considérablement le risque de conflit nucléaire.

Comme d'autres alliés, la Pologne a appuyé la décision des États-Unis de se retirer du Traité. Il s'agissait d'une réaction logique et compréhensible aux agissements de la Russie.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil.

Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

**M. Polyanskiy** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous n'avions pas l'intention d'entrer dans les détails techniques, mais comme nos collègues américains et leurs partenaires ont soulevé des questions spécifiques, je suis contraint de reprendre la parole. Je serai bref.

Puisque le missile 9M729 a été mentionné, je voudrais donner une explication à son sujet. Au cours de nos nombreuses années de discussions avec les États-Unis, ils ont toujours refusé de nous parler des essais qu'ils effectuaient et qui, d'après ce que nous comprenons, avaient suscité des questions à Washington, mais aussi de nous donner des informations qui nous permettraient d'identifier ce projectile.

L'année dernière, après que ce qui préoccupait tant Washington fut finalement devenu clair, nous avons offert aux États-Unis la possibilité de voir, en toute confidentialité, le missile 9M729 qui les intéressait et d'obtenir des informations complètes à son sujet, afin qu'ils aient ainsi l'assurance que cette arme ne violait

pas le Traité. En réponse, nous avons une nouvelle fois essuyé un refus.

Nous avons ensuite fait une autre tentative. En guise de mesure de transparence inédite allant au-delà des exigences du Traité, nous avons publiquement présenté le missile en présence de délégations étrangères, mais les représentants des États-Unis n'ont pas participé à l'événement et ont recommandé à leurs partenaires de l'OTAN de faire de même, ce que, bien entendu, ils ont fait. Nous ne comprenons donc pas les arguments de notre collègue américain. Nous avons offert de fournir aux Américains toutes les informations dont ils avaient besoin pour sauver le Traité. Et maintenant qu'ils ont provoqué son effondrement, la partie américaine tente d'obtenir ces informations.

En ce qui concerne les nouveaux systèmes d'armes russes qui ont été mentionnés plus haut, mon collègue américain doit forcément savoir qu'ils ont tous une caractéristique commune : ils sont conçus pour déjouer les systèmes de défense antimissile. Nous avons été contraints de mettre au point ce type de dispositif précisément en raison du retrait des États-Unis d'Amérique du Traité sur la limitation des systèmes antimissiles balistiques, dont j'ai parlé tout à l'heure dans ma déclaration, et du déploiement de ces systèmes près de nos frontières.

Il s'agit d'un autre problème créé artificiellement par Washington, problème que, comme je l'ai déjà dit, nous avons longtemps essayé de prévenir, en vain. Je

voudrais souligner à cet égard, pour que personne ne se fasse d'illusions, que les pays de l'OTAN ont aussi leur part de responsabilité dans cette situation.

En guise de conclusion, je voudrais dire que, malheureusement, la séance d'aujourd'hui s'est avérée si prévisible qu'elle frise l'ennui. Comme nous nous y attendions, en dépit des faits et du bon sens, les États-Unis et les pays qui les suivent aveuglément confondent innocents et coupables, accusant la Russie de tous les péchés capitaux. Il n'y a là rien de nouveau ni de surprenant. Dans la réalité parallèle créée par nos partenaires occidentaux, où aucune preuve n'est requise et où les allégations sur la base du « hautement probable » suffisent à prouver quelque chose, un tel comportement est jugé normal. Le fait est que nous ne vivons pas dans un monde virtuel, mais dans le monde bien réel. Et tant qu'il y aura des pays et des experts qui continueront à contester toutes ces fables occidentales habilement cousues mais totalement creuses, notre monde a encore une chance.

Je veux croire que l'initiative que nous avons prise avec la Chine incitera davantage de personnes à ne pas avoir peur d'appeler les choses par leur nom et d'exiger de ceux qui violent des accords importants pour le monde entier et bafouent les normes du droit international pour servir leurs intérêts qu'ils prennent des mesures concrètes.

*La séance est levée à 16 h 35.*